

Renault relance son
Observatoire des métiers
...et des suppressions
d'emplois

l'étincelle*

Des bureaux partagés au
Technocentre :
Avec des travailleurs
du flex (office) ?!

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 6 octobre 2020

Un séparatisme peut en cacher un autre

Vendredi dernier, Macron a présenté son plan contre le « séparatisme islamique ». D'un côté, le président des riches compte siphonner quelques voix au RN de Le Pen et à la Droite aux prochaines élections. De l'autre, il espère reléguer au second plan l'actualité sociale et sa propre désastreuse gestion de la crise sanitaire.

Faire diversion

Le procès des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher nous rappelle le visage hideux du terrorisme qui se réclame de l'Islam. Mais sous des airs de défenseur de la laïcité, le discours de Macron reprend une démagogie, dont l'extrême droite se fait le porte-drapeau depuis plusieurs années, visant les musulmans et plus généralement ceux qui le sont ou sont supposés l'être : les immigrés et leurs familles.

Alors que l'on recense plus de 12 000 nouveaux cas de Covid par jour, que les plans sociaux s'enchaînent dans les entreprises et qu'il y a déjà plus de six millions de chômeurs, « le problème, c'est le séparatisme islamiste » pour Macron.

À cela, il veut opposer un « Islam des Lumières » compatible avec les valeurs de la République française. Cette même République qui n'a aucun état d'âme à s'appuyer sur le régime obscurantiste d'Arabie saoudite, lui-même parrain de groupes terroristes. Cette République bourgeoise baignée dès sa naissance dans le sang des Communards, ces ouvriers parisiens révoltés de 1871, collaboratrice en 1940 du régime nazi ou encore perpétrant massacres et tortures pendant huit ans de guerre en Algérie...

Séparatisme social

Le véritable séparatisme est social. Et il est orchestré par en haut. Les riches ont leurs beaux quartiers, leurs cliniques et écoles privées souvent religieuses et réservées à la bourgeoisie comme le lycée jésuite où Macron a fait ses études : 17 % de l'enseignement primaire et secondaire est assuré par des établissements catholiques privés.

Pour les pauvres : les suppressions de postes dans les écoles et les hôpitaux, le manque de transports publics, les fermetures d'entreprises et le chômage... Autant de raisons qui expliquent l'enclavement de

ces zones « ghettoisées », la misère de leur population et des problèmes qui en découlent.

« Nous avons nous-mêmes construit notre propre séparatisme, celui de nos quartiers » et « une concentration de la misère et des difficultés » a jugé Macron en excursion aux Mureaux. En réalité, les gouvernements successifs se fichent de la dégradation de la situation des quartiers populaires pour la simple raison qu'ils en sont responsables.

Et quand Macron parle d'y « assurer une présence républicaine en bas de chaque tour », c'est pour y mettre plus de policiers, pas davantage de services publics, de crèches ou de meilleurs logements. Au contraire, la ponction de l'Etat de 1,3 milliard d'euros dans les caisses d'Action Logement (ex 1% Logement) va représenter 30 000 logements sociaux construits en moins cette année.

Alerte sociale maximale

Face à la progression du Covid-19, plusieurs régions sont passées en « zone d'alerte maximale ». Les cafetiers protestent, mais le gouvernement préfère donner ses milliards au grand patronat sans même l'empêcher de licencier. Il ferme les bars tandis que de nombreux travailleurs s'entassent dans les bus ou les métros et passent leurs journées sans mesures sanitaires suffisantes dans certaines usines et bureaux. Dans les écoles populaires, les élèves sont 35 par classe, faute de locaux et d'embauches.

Les choix du gouvernement dans la lutte contre l'épidémie sont des choix de classe. Des centaines de lits d'hôpitaux ont été fermés et aucun moyen supplémentaire n'est mis à la disposition des hospitaliers. Le chômage explose depuis le confinement, mais la Bourse a repris des couleurs...

Démagogie des gouvernants et banqueroute du système capitaliste sont les deux faces d'un même monde dont nous ne voulons plus.

Dynamique de décroissance

Parmi les prestataires de l'Ingénierie Renault, 2900 postes devraient être supprimés. 2400 autres seraient délocalisés pour atteindre les objectifs de réduction des coûts. C'est le cabinet Secafi qui l'affirme dans son audit du plan d'économie de Renault réalisé pour le compte du Comité Central Social et Economique (CCSE). À quoi il faut rajouter 1500 suppressions d'emplois parmi les salariés Renault rien que dans ce secteur. Soit au total 6800 emplois supprimés ! Heureusement que les deux derniers accords de compétitivité devaient donner « *une nouvelle dynamique de croissance* » et une « *performance durable de Renault en France* »...

Meo-libéral

De Meo a fait un rêve : d'ici cinq ans, Renault fera un tiers de son activité dans la FinTech, dont le but est de développer l'activité financière grâce aux nouvelles technologies. Et développer la R&D automobile ou des activités utiles à la société, ce n'est même pas en rêve !

Vote toujours

Au CCSE du 29 septembre, la direction de Renault s'est heurtée à un vote unanime des syndicats contre son plan d'économie de 2,15 milliards d'euros et 4 600 suppressions d'emplois en France. Mais la direction n'y voit pas « *le signe d'un blocage du dialogue social* ». Au contraire, cette consultation « *permet à la négociation d'avancer site par site* ». Il faudra bien plus que des votes et des postures pour contraindre Renault à renoncer à fermer des sites et à supprimer des milliers d'emplois.

La méthode à Gilles

D'après Secafi, la restructuration de l'Ingénierie Renault, qui s'ajoute au déploiement de la méthode Agile, va engendrer pour les salariés « *des changements majeurs, voire brutaux* ». Une répétition pour son nouveau directeur, Gilles Le Borgne, qui vient de PSA où des milliers d'emplois ont été supprimés dans l'Ingénierie, un centre technique à La Garenne de 2100 salariés fermé fin 2018... Brutal aussi. Les bénéfices et les dividendes des actionnaires de PSA ne tombent pas du ciel.

Produits de consommation

Et revoilà les postes sensibles et critiques. Pour accompagner ses réductions d'effectifs, la direction de Renault a relancé son Observatoire des métiers. Dans l'Ingénierie Produit, 2300 salariés sur 6500 sont ainsi classés dans les « *compétences en décroissance* » dont la « *disponibilité de la ressource sur le marché est élevée* ». À se demander qui est le produit.

Le maillon faible

Depuis les annonces de réductions d'effectifs, la chasse aux « volontaires » au départ est lancée. Après les prestataires, virés en nombre au fil des mois, c'est au tour des salariés Renault d'être ciblés : âge avancé des uns, qualifications inadaptées des autres, voire procès en insuffisance professionnelle. Quand on veut se débarrasser d'un salarié, on dit qu'il a l'âge...

Faire couper ses Cuets

D'après l'Observatoire des Métiers, les chefs d'UET (Cuets) seraient en surnombre. Mais la direction a peut-être trouvé la solution : A la SOVAB, une des filiales VU de Renault près de Metz, des chefs démissionnent face aux coups de pression de leur hiérarchie. C'est la grande famille du management.

Virus partagés

Le télétravail a connu un bond avec le Covid-19. Une opportunité de faire des économies pour Renault en remettant sur le tapis les bureaux partagés. Un service de la DISG a été désigné comme secteur pilote au Gradient. Une sérieuse entorse au protocole sanitaire qui préconise de limiter les interactions entre salariés et le respect des mesures barrières. Alors que 80 % de ce service travaille sur site deux jours par semaine, la direction supprime 35 % de leurs postes de travail. C'est le partage de la misère.

Flex-appeal

La direction essaie depuis des années d'imposer les bureaux partagés (ou flex-office) pour réduire ses frais immobiliers. Une première expérimentation lancée en 2006 à Boulogne avait été abandonnée en 2007 suite à une série de suicides au Technocentre. Les bureaux partagés avaient été identifiés comme source de mal-être. Une leçon vite oubliée.

Crédit d'Impôt très Recherché

Pour remercier les 86 rédacteurs qui ont justifié 19 des 166 millions de Crédit Impôt Recherche versés par l'Etat à Renault en 2019, la direction les a invités à un BRAVO CIR virtuel et offert une Alpine... mais juste pour une heure de conduite. Il ne faut pas confondre « *générer du cash* » et en voir la couleur.

Cela n'amElior pas l'ordinaire

Le groupe Elior vient d'annoncer un plan de « sauvegarde de l'emploi » prévoyant dans la restauration d'entreprise de supprimer 1888 postes et du chômage partiel pour les autres. Le prétexte est le Covid-19. Mais si les cantines d'Elior sont moins remplies, ce n'est pas le cas de ses caisses. Le groupe a accumulé des bénéfices record ces dernières années, multipliant par huit son chiffre d'affaire entre 2017 et 2019. De qui maintenir l'emploi et les salaires de tous les employés.